

L'intérêt monétaire entre religion et morale

... **Etienne Perrot s.j.**, Genève
Economiste, professeur au Centre Sèvres
et à l'Institut catholique (Paris)

Que penser du prêt à intérêt ? La tendance actuelle au surendettement et les faillites qui s'ensuivent plaident plutôt en sa défaveur : il serait non seulement immoral, mais aussi, sous certaines formes, anticapitaliste. La réponse est plus subtile, d'où les positions variées adoptées à son égard par les religions monothéistes.

Tel un fromage de chèvre posé au carrefour de l'économie, de la religion et de la morale, telle est la rémunération prédéterminée pour un prêt d'argent. L'intérêt monétaire fut la cause de la décadence économique arabe, affirme Lahsen Shai El Idrissi, chef de la trésorerie du Royaume du Maroc.¹ Hors du monde musulman, beaucoup doutent aussi de l'effet positif de l'intérêt monétaire : Proudhon préconisait le crédit gratuit comme solution à la misère économique ; plus proche de nous, le grand économiste Keynes cherchait à « asphyxier les rentiers » (sic), seule manière, pensait-il, de sauver le capitalisme.

Autre son de clochette : le calvinisme - moins réticent que le catholicisme sur cette question de l'intérêt monétaire - a ouvert la voie au capitalisme moderne, prétend le sociologue Max Weber.

Cette dispute renaît aujourd'hui à cause des effets de l'intérêt sur la vie économique et sociale ; secondairement renaissent les banques islamiques qui, conformément à la sharia, refusent l'intérêt monétaire prédéterminé. Le mouvement, parti d'Egypte au milieu des années 1960, fut renforcé en 1975 dans plusieurs pays islamiques par l'apparition des premières banques privées proposant des comptes ne faisant pas ap-

pel à une rémunération prédéterminée. Le système bancaire islamique fut officialisé au Pakistan : une loi de 1983 oblige toutes les banques à ouvrir des comptes conformes aux prescriptions de l'islam. L'Iran a suivi, puis une dizaine de pays musulmans. Cinq milliards de dollars en 1985, cent vingt en 2002 : ces deux chiffres mesurent la croissance des actifs gérés selon un principe qui dominait le monde catholique jusqu'en 1830.² De quoi rappeler que cette question monétaire a également des couleurs religieuses et morales !

Les arguments religieux

Le physicien qui, pour mesurer leur résistance physique, fracasserait des bras d'humains vivants, serait condamnable. Il ne pourrait se retrancher derrière

1 • *La rémunération du capital en islam*, in « Finance et bien commun » n° 16, Genève 2003. Cette livraison comporte également trois excellents articles historiques sur le problème de l'intérêt dans les trois grandes religions monothéistes.

2 • 1830 est la date de la bulle conjointe de la Sacrée Pénitencerie et du Saint-Office (ancêtre de la Congrégation pour la doctrine de la foi) *Non esse inquitendos* : il ne faut pas inquiéter les pénitents qui s'accusent en confession d'avoir prêté à intérêt.

« la souveraineté de la science en son domaine ». Il en va de même pour l'économiste : le caractère productif de l'intérêt, pour autant qu'il soit prouvé, ne préjuge en rien de son caractère humain ou inhumain. La religion est donc parfaitement dans son domaine lorsqu'elle intervient ici.

Les trois grandes religions monothéistes ne s'en sont d'ailleurs pas privées, par voie d'interdits et d'exceptions, mais d'une manière inversée. Catholicisme et islam posent l'interdit en principe et n'autorisent l'intérêt prédéterminé que par exception. L'exception, dans la doctrine catholique, est connue depuis le XIV^e siècle. A y regarder de près, elle se retrouve dans toutes les activités financières d'aujourd'hui bien qu'elle soit dite « extrinsèque au contrat de prêt » : n'est pas interdit par la doctrine catholique l'intérêt qui compense une perte subie par le prêteur ou son manque à gagner ou encore le risque prévisible.³

Dans la tradition musulmane, l'exception prend la forme d'opérations commerciales. L'intérêt prédéterminé disparaît derrière la vente dite « à réméré », qui est une vente liée d'un rachat à terme de la même marchandise pour un prix supérieur, ce qui la rapproche d'un prêt sur gage ; l'exception prend aussi la forme du leasing, ce crédit bail qui transforme l'intérêt en prix de location d'un matériel quelconque dont la propriété demeure entre les mains du prêteur.

Contrairement aux religions catholique et musulmane, le protestantisme pour sa part tolère par principe le prêt à intérêt, quitte à en limiter l'usage. Sert ici de référence la lettre de Jean Calvin sur l'usure, adressée peut-être au banquier Claude de Sachinus, et qui reconnaît la légitimité du prêt à intérêt sous certaines conditions qui toutes visent le respect des pauvres, les conditions d'un honnête remboursement et la soumission à la lumière de l'Écriture des usages locaux pondérés par la conscience. Restent condamnées, l'âpreté au gain, l'avarice et la thésaurisation stérile.

Ces jugements inversés, qui opposent d'une part le protestantisme, d'autre part le catholicisme et l'islam, s'expliquent assez facilement par l'histoire des civilisations. L'interdit de l'intérêt s'enracine dans les civilisations agropastorales : le fruit de mon bien m'est donné par Dieu et il m'appartient. La pomme de mon pommier m'appartient, l'agneau de ma brebis, les épis sortis de mon grain de blé, l'enfant de mon esclave.

Les arguments théologiques ont longtemps gardé la trace de cette origine rurale. « L'argent ne fait pas de petits », affirme Thomas d'Aquin à la suite d'Aristote. D'où l'argumentaire classique, quoique difficilement compréhensible aujourd'hui : l'argent est une marchandise fongible, à la manière du pain qu'on ne peut utiliser sans le voir disparaître. Pas plus que le pain, l'argent qui est rendu ne peut donc être le même que celui qui a été prêté. Le prêteur perd *ipso facto*, avec la propriété de son bien, le droit à s'en approprier les fruits.

Ces arguties éclairent un paradoxe bizarre : dans la tradition catholique, comme en terre d'islam, alors que l'intérêt est interdit, les profits agricoles, commerciaux ou artisanaux sont autorisés pour peu que le propriétaire risque sa propre

3 • A ces trois raisons extrinsèques, rassemblées en 1745 dans l'encyclique *Vix Pervenit* du pape Benoît XIV, s'en ajoute traditionnellement une quatrième : le « bon vouloir » du souverain, qui n'est pas son arbitraire mais son vouloir en tant qu'il est bon, c'est-à-dire en tant qu'il vise le Bien de la communauté.

fortune. A l'inverse de ces religions d'origine rurale, le protestantisme, né au cœur du mouvement d'urbanisation de l'Occident, fait d'emblée de l'intérêt un sous-produit de l'échange, à l'instar du profit commercial.

Ces positions religieuses décalées expliquent les condamnations passées mais ne justifient rien, ni pour, ni contre l'intérêt. L'interdit moral a-t-il donc encore un sens dans le capitalisme d'aujourd'hui ?

Pour et contre le capitalisme

Dans le capitalisme, « l'argent Dieu le Père engendre l'argent Dieu le Fils et les deux ne font qu'un », disait Karl Marx. Cependant il faisait aussi remarquer que le prélèvement de l'intérêt se fait non pas sur le dos des prolétaires, mais sur le dos des capitalistes ; il voyait dans le prêteur non pas un pilier du système, mais plutôt une sorte de prédateur qui freine la croissance économique du ca-

pital en redistribuant au rentier une partie de la plus-value produite par le travailleur. Le même argument sera repris par Keynes qui n'aura de cesse d'asphyxier les rentiers en faisant baisser le taux d'intérêt par une politique de monnaie abondante.

Depuis lors, la plupart des politiques économiques utilisent ce même outil monétaire : faire baisser les taux d'intérêt pour favoriser la croissance économique et lutter contre le chômage. Ces politiques ne sont pas anticapitalistes, bien au contraire.

A cet argument monétaire contre l'intérêt s'en ajoute un second : celui du développement social. Les intérêts prédéterminés ne peuvent pas s'adapter aux aléas de la vie économique. Ils sont payés en période de vaches maigres comme en période de vaches grasses ; du coup, quand la conjoncture devient défavorable ils enfoncent les individus, les entreprises et les administrations publiques dans un cercle vicieux. Le service de la dette (c'est-à-dire les intérêts

auxquels s'ajoute le remboursement) devient tellement lourd qu'il empêche les débiteurs d'investir et de produire les surplus qui leur permettraient de payer les créanciers. C'est sur cet argument que se fonde la campagne initiée par l'Eglise catholique romaine *Jubilée 2000* qui vise l'annulation de la dette des pays très endettés.

Contre ces accusations, les défenseurs de l'intérêt prédéterminé font valoir deux arguments : le fait que l'intérêt de l'argent soit prédéterminé supprime un aléa pour le prêteur, même s'il ne fait pas disparaître tou-



tes les incertitudes. Le rendement est donc moins risqué, et du coup, ce type de placement d'argent attire davantage d'épargnants, ce qui est favorable à la croissance. Prolongeant cet atout, l'utilisation de titres négociables en Bourse permet à chacun de retrouver son avoir pratiquement à tout moment, sans devoir attendre l'échéance. Par ailleurs, l'interdiction de tout intérêt à taux prédéterminé rend quasi-impossible pour les entreprises et les administrations publiques le financement des besoins au jour le jour qui permettent d'attendre les rentrées saisonnières.

Comment combler la distance qui sépare injonctions religieuses et contraintes économiques ?

Distinguer pour unir

L'intérêt qui compense les risques et pertes subies par les prêteurs n'est pas toujours l'usure qui asphyxie le débiteur qui voit disparaître ses conditions de vie avec sa capacité de produire. L'investissement d'argent sous la responsabilité d'un tiers plus compétent n'est pas non plus l'entraide qui distribue un surplus inutilisé. Enfin, l'intérêt, phénomène social propre au régime de marché, ne se confond pas avec la croissance des plantes et des animaux qui est un phénomène naturel.

Ces trois distinctions se résument en une seule : le prêt n'est ni un don mutuel, ni un cadeau de la nature. Le don répond à des situations de détresse sans phrase, qui ne laissent place à aucun calcul : la propriété cède toujours devant la misère. Le prêt en revanche attend sa restitution. Restent condamnées - Calvin nous le rappelle - l'âpreté au gain, l'avarice et même la thésaurisation.

Aussi datés soient-ils, les arguments religieux venus du fin fond des sociétés agropastorales et de la méditation de l'Écriture soulignent les exigences fondamentales de toute vie humaine en société, y compris la nôtre : la destination universelle des biens, la propriété comme une gestion pour l'utilité commune, la sauvegarde du plus démuné. Tout cela prend à contre-pied la morale capitaliste fondée sur l'idée d'un propriétaire souverain qui n'a pas de comptes à rendre.

L'interdit religieux s'adapte donc aux situations socio-économiques changeantes. Ce qui semble ne pas changer, malheureusement, c'est le ton moralisateur où prend forme l'interdit religieux. Le moralisme utilise l'argument d'autorité (de l'Écriture, de la Tradition). Il fait ainsi disparaître la règle qui appelle le discernement et ne laisse vivre que le règlement contraignant.

Est-ce pour éclairer les consciences ou pour les libérer du poids de leur liberté ? Un peu des deux certainement ! Au risque évident que la conformité à la lettre n'occulte la responsabilité de chacun envers son frère dans le besoin.

E. P.